

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 03/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CENTRE EST ENROBES**

9 route d'Audincourt  
25420 Voujeaucourt

Références : UID257090/SPR/YR/2024-0628A  
Code AIOT : 0005900070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement CENTRE EST ENROBES implanté La Clavière 25420 Berche. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CENTRE EST ENROBES
- La Clavière 25420 Berche
- Code AIOT : 0005900070
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une centrale d'enrobage.

La centrale d'enrobage est actuellement mise en sommeil depuis le 1er janvier 2023.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 9.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions générales de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 3.1	Sans objet
2	Prévention de la pollution des eaux et du sol	Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 5.7 et 11.1	Sans objet
4	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 9.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La centrale d'enrobage est actuellement mise en sommeil depuis le 1er janvier 2023, l'exploitant prévoit un redémarrage de la centrale au cours de l'année 2025. Avant ce redémarrage, la centrale actuelle va être modifiée.

Il est également demandé à l'exploitant de nous transmettre les derniers rapports de vérifications des installations électriques et des extincteurs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conditions générales de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions générales de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'unité de production, objet de la présente autorisation, a pour activité la fabrication de matériaux bitumeux à chaud. Elle comporte : => Une centrale d'enrobage constituée de : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un ensemble de quatre trémies doseuses approvisionnées en granulats par chargeuse,</li> <li>- un silo vertical à filler d'une capacité de 50 m<sup>3</sup>,</li> <li>- une citerne d'une capacité de 60 m<sup>3</sup> de bitume, et une réserve de fluide caloporteur associée,</li> <li>- une citerne d'une capacité de 30 m<sup>3</sup> de bitume spéciaux,</li> </ul>

- une cuve de 8 m<sup>3</sup> de fuel domestique,
- un convoyeur avec table de pesage en continu,
- un tambour sécheur malaxeur à contre courant, chauffé au fuel domestique par un brûleur fermé d'une puissance de 8,97 MW,
- un groupe de filtration composé d'un filtre à manches (400 m<sup>3</sup> de surfaces filtrantes), et pourvu d'un dispositif de décolmatage,
- un compresseur d'air d'une puissance de 7,5 kW,=
- un dispositif de chargement des camions par skip,
- un silo de stockage de 30 tonnes de matériaux enrobés,
- une cabine de commande, ainsi qu'un groupe électrogène.

=> plusieurs infrastructures annexes (installation de distribution de carburant, installation de pesage, installation de débouillage des roues, locaux sanitaires).

Les Installations Classées de l'unité de production relatives aux activités exercées sont décrites en annexe I au présent arrêté.

La production maximale journalière et annuelle de la centrale d'enrobage est respectivement de 150 tonnes et de 15 000 tonnes de matériaux enrobés.

Lorsque la partie de la Route Départementale n° 475 comprise entre l'entrée de l'agglomération de VOUEAUCOURT et le croisement de la Route Départementale n° 438 aura été renforcée, la production journalière pourra atteindre le seuil de 300 tonnes.

Puis, lorsque le transport de matériaux transitera par l'échangeur autoroutier de VOUEAUCOURT, la production pourra atteindre le seuil de 17 000 tonnes par an de matériaux enrobés.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué que la centrale d'enrobage était en sommeil depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la centrale n'a pas fonctionné depuis cette date. L'exploitant a indiqué qu'il prévoit une reprise de l'activité de la centrale d'ici 2025 - début 2026. L'exploitant a indiqué que les enrobés sont actuellement produits sur une autre centrale située sur la commune de Nommay.

Avant la reprise d'activité, la centrale va être modifiée : soit la centrale va faire l'objet d'un "retrofit" (pour pouvoir intégrer des agrégats d'enrobés pour la production des nouveaux enrobés), soit une nouvelle centrale d'enrobage va être mise en place en remplacement de la centrale actuelle.

Avant la modification de la centrale d'enrobage, l'exploitant a indiqué qu'un dossier de porter à connaissance va être déposé. Ce dossier devra être conforme à l'article R.181-46 du code de l'environnement, il devra comporter tous les éléments nécessaires pour juger de l'importance de la modification. Il devra notamment comporter une justification du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 02/05/2000 et de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des ICPE et si nécessaire une adaptation des prescriptions qui sont applicables à l'installation.

De plus, il est rappelé que dans le rapport de l'inspection du 20/10/2020, il avait été acté une augmentation du niveau de production (40 000 t annuelles en moyenne et 60 000 t annuelles maximum) et une modification de la centrale d'enrobage (brûleur alimenté au gaz, stockage de liant chauffé électriquement, augmentation de la capacité de stockage de liant....). L'exploitant a indiqué que dans le cadre du redémarrage de la centrale la capacité de production sera à

nouveau augmentée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Prévention de la pollution des eaux et du sol**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 5.7 et 11.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.7 Préventions des pollutions accidentelles  [...] Les différentes rétentions spécifiques doivent être maintenues vides et propres. Dans ce cadre, l'exploitant doit veiller à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence en procédant à l'évacuation des eaux pluviales recueillies par ces dispositifs aussi souvent que nécessaire. De préférence, ces stockages doivent être protégés des intempéries. [...]</p> <p>11.1 Prévention de la pollution des eaux et du sol  La centrale d'enrobage sera exploitée sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ceux-ci doivent satisfaire aux prescriptions définies à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que la centrale d'enrobage actuelle était disposée sur une aire étanche entourée par un caniveau, et reliée à un point bas.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait actuellement pas de produits dangereux stockés sur la centrale ; seul subsiste un peu de bitume froid dans les cuves.</p> <p>Dans le cadre de la modification de la centrale, l'exploitant devra justifier que toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie conformément à l'article 4.10 de l'arrêté du 9 avril 2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 9.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables, et en particulier au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme agréé. Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>

<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu présenter le dernier rapport de contrôle des installations électriques. Il est toutefois rappelé que l'installation n'est plus en fonctionnement depuis le 1er janvier 2023.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, le dernier rapport de contrôle des installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2000, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositifs de lutte contre l'incendie, propres à l'unité de production, seront constitués d'extincteurs, en nombre suffisant, judicieusement répartis et appropriés aux risques présentés par les installations. Ces moyens d'extinction, à base notamment de mousse ou CO2, seront placés à proximité des installations, bien visibles et facilement accessibles, notamment à proximité des zones de stockage des hydrocarbures et des liants. Des pictogrammes devront indiquer clairement l'interdiction de projeter de l'eau sur ces installations. Afin de refroidir immédiatement toute brûlure conséquente pouvant être générée par les fluides, l'unité de production devra disposer d'une réserve d'eau suffisante et d'un extincteur à eau pulvérisée. De plus, une réserve d'eau d'extinction d'un volume de 30 m³ sera mise en place à proximité de la centrale d'enrobage.
<b>Constats :</b>  Une citerne de 120 m³ est présente sur site.  L'exploitant n'a pu présenter le jour de l'inspection, le dernier rapport de vérification des extincteurs. Il a toutefois été constaté que la date de dernière vérification des extincteurs indiquée était février 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection, le dernier rapport de vérification des extincteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite